

Un espoir s'est levé

Au lendemain du second tour des Municipales, le Parti Socialiste a tenu un Conseil national qui a donné l'occasion à Olivier Faure de préciser la ligne du PS pour les prochaines élections.

« Pour la première fois depuis trois ans, toutes celles et ceux qui en avaient fini avec toute forme d'espérance, qui pensaient qu'on les avait condamnés à revivre éternellement le duel entre les libéraux et les fachos, se sont dits qu'il y avait quelque chose de possible. Il y a un autre chemin possible. Ce chemin, nous sommes en train de l'écrire », s'est félicité le Premier secrétaire.

« Depuis dimanche soir, nous sommes le parti, avec d'autres, que l'on regarde comme le parti possible de l'alternance. Cela nous donne une responsabilité immense. Un espoir s'est levé mais un espoir c'est aussi fragile et peut être facilement déçu. Je n'oublie pas que cet espoir s'écrit dans un contexte où plus d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé. Justement, notre responsabilité c'est maintenant de nous tourner vers chacune et chacun d'eux, parce que la crise démocratique est d'abord une crise de l'espérance. »

S'il y a une leçon à tirer des Municipales, c'est bien que le pôle social-écologique, uni, peut remporter les élections.

C'est pour cela qu'Olivier Faure a plaidé, pour un candidat commun à l'élection présidentielle. « Je lis sous certaines plumes que j'aurais déjà accepté que ce candidat ne soit pas socialiste. Ce n'est évidemment pas ce que j'ai dit », a-t-il tenu à préciser. « Ce que j'ai dit, c'est que rien ne nous est dû. Rien n'est dû à personne. Ce que je sais aussi, c'est que la querelle des egos, cumulée



Rien n'est dû, à personne

avec la compétition entre partis, est l'assurance de lutter sur la dernière marche et de revivre 2017. Ce que je sais, c'est qu'une nouvelle absence de second tour pour la troisième fois en vingt ans, ce n'est plus un accident mais un risque d'effacement pour longtemps. Ce que je sais, c'est qu'aucun électeur de la gauche et écologiste ne pardonnera aux partis de n'avoir pas réussi à trouver le chemin de l'unité. Aucun homme ou femme de gauche ne nous pardonnera de l'avoir condamné à voter au second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

Ce que je sais, c'est qu'à l'inverse, si nous arrivons à mettre de côté nos rancœurs, à dépasser nos précédents antagonismes, à porter un projet commun, alors la victoire de dimanche en annoncera d'autres et plus vite que nous l'imaginions. Nous serons de retour pour changer et protéger la vie. Le défi est pour tout le monde. Je ne sais pas qui sera le candidat. J'espère qu'il sera issu de nos rangs. À nous de le prouver, de montrer que nous pouvons incarner ce renouveau social et écologique, que nous pouvons porter les valeurs de l'ensemble de ce camp politique. Je ne sais pas d'où il viendra, mais la seule chose que je voudrais nous dire à nous-mêmes et aux autres, c'est que l'essentiel est de savoir que nous irons ensemble. »

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 9/07/2020

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Agriculture urbaine

Une adjointe au maire de Paris chargée de l'alimentation durable et de l'agriculture. Il n'en fallait pas plus pour déclencher une vague de sarcasmes de la part d'ignorants qui n'ont rien compris à la transition écologique. Le rôle d'Audrey Pulvar va être déterminant. En effet, une grande partie de l'avenir de l'agriculture va désormais se jouer dans les villes. On ne va évidemment pas transformer les Champs Élysées en champs de maïs ou de blé, ni installer des porcheries aux Tuileries.

Mais déjà, on trouve des ruches sur les toits de nombreux immeubles. Des moutons entretiennent des espaces verts et des caves sont utilisées pour produire des champignons.

Si on veut vraiment développer les circuits courts, il faut faire preuve d'imagination et utiliser au maximum les espaces urbains pour y cultiver des fruits et des légumes.

Rendez-vous dans six ans pour tirer un premier bilan et constater que les villes peuvent produire une part, non négligeable, de leur alimentation.

PS29

Pour une agriculture à visage humain

Agriculture, alimentation : la Bretagne doit-elle tout changer ? Voilà la question un peu provocante posée par le BREIS pour sa troisième visio-conférence qui s'est déroulée le 4 juillet.



Il faut maintenir notre capacité productive

Comment offrir une alimentation locale et de qualité aux Bretonnes et aux Bretons, tout en rémunérant correctement agriculteurs et ouvriers de l'agroalimentaire et en n'occasionnant aucun impact sur l'eau ou les sols ? Et le tout en partant d'un modèle productiviste basé sur la production de masse destinée, notamment pour la volaille, à l'export. Voilà l'équation que la Bretagne doit résoudre.

Les aspirations des agriculteurs, mais aussi des consommateurs évoluent et contribuent à faire émerger une nouvelle manière de produire mais aussi de consommer. Jean-Marc Thomas, porte-parole de la confédération paysanne en Bretagne, a résumé l'ambition de son organisation : permettre au maximum d'agriculteurs d'exploiter des fermes à échelle humaine, en leur garantissant des conditions de vie et de travail décentes, dans un environnement préservé.

Pour y parvenir, la régulation des marchés est indispensable, tant au niveau national qu'euro-péen et mondial. Pour préserver la souveraineté alimentaire, il faut mettre fin aux accords de libre échange qui donnent un pouvoir démesuré aux multinationales par rapport aux États.

« Le problème, ce ne sont pas les agriculteurs mais le système agro-industriel », a renchéri Marie-Pascale Deleume de la *Fédération Bretonne Nature Environnement*. **« L'évolution des taux de nitrates dans les rivières bretonnes montre d'ailleurs qu'ils ont su faire des efforts puisqu'ils sont passés de 5 à 10 mg par litre, dans les années 60 pour monter à plus**

de 50, dans les années 90 et qu'il se situe environ à 30 mg aujourd'hui. »

La Région Bretagne partage les mêmes ambitions agricoles. Pour Loïg Chesnais-Girard, la politique agricole de la Région doit tenir compte de trois éléments : elle doit d'abord garder sa fonction première qui consiste à nourrir la population avec des aliments de qualité. Elle doit ensuite garantir la préservation de l'environnement. Et enfin, elle doit maintenir les emplois dans la production et la transformation.

Pour Loïg Chesnais-Girard, la Région peut intervenir dans au moins trois domaines. D'abord, en soutenant l'installation des jeunes, ce qui implique un discours positif sur le métier d'agriculteur, mais aussi un effort en matière de formation. À cela il faut ajouter, avec les communes et les intercommunalités, un travail sur le foncier et la préservation des terres agricoles de manière à ce que les jeunes puissent s'installer sans être obligés de s'endetter inconsidérément. Tous les intervenants, y compris de la FNSEA, ont regretté l'absence de loi, pourtant promise, sur la préservation du foncier agricole. **« Il faut rapidement une loi foncière »,** a insisté Michaël Quernez qui a illustré son propos en évoquant une expérience de reconquête de friches littorales menée à Moëlan-sur-Mer.

« Les aides à l'hectare n'ont plus aucun sens, c'est la main-d'œuvre qu'il faut rémunérer. »

Ensuite, la Région peut contribuer à la qualité de vie et de travail en accompagnant la modernisation des exploitations et le maintien de fermes à visage humain. Les structures industrielles ne peuvent pas appartenir aux agriculteurs. C'est pourquoi la Région défend le modèle de la polyculture élevage sur des exploitations de taille modeste. Pour les volailles, la capacité de production ne progressera pas. Elle restera aux alentours de 3,2 millions de m².

L'alimentation est un enjeu éminemment politique, a rappelé Jean-Luc Fichet qui vient de rendre un rapport parlementaire sur l'alimentation. Il met clairement en évidence que la condition

sociale joue un rôle déterminant dans l'accès à une alimentation de qualité. Les comportements alimentaires ont une influence directe sur la santé.

Comment parvenir à réorienter durablement le modèle ? La Région y travaille. Mais sur un budget d'un milliard, la part consacrée à l'agriculture ne pèse que 30 millions. **« On peut dire que nous disposons d'un cure-dent et d'une pince à épiler »,** a, sous forme de boutade, résumé Loïg Chesnais-Girard. Mais, sur le territoire de la Bretagne, les subventions de la Politique Agricole Commune (PAC) représentent 500 millions d'euros. D'où la proposition de régionaliser leur gestion et non de la laisser entre les mains de l'État.

Pour quoi faire ? Pour mettre en œuvre précisément une politique qui favorise l'emploi et une production de qualité. Cela passe par une meilleure répartition des aides basée non plus sur les surfaces mais sur le nombre de producteurs. Il convient donc de plafonner certaines aides et d'instaurer des planchers de manière à ce que certaines productions, notamment en maraîchage ou en horticulture, qui ne nécessitent pas de grandes surfaces puissent être accompagnées. Les aides à l'hectare n'ont plus aucun sens, c'est la main-d'œuvre qu'il faut rémunérer ainsi que le rôle environnemental que jouent les agriculteurs en entretenant, par exemple, les prairies ou les haies. Il faut retrouver l'esprit des CTE (Contrat Territoriaux d'Exploitation) qu'avait mis en place Louis Le Pensec.



Jean-Marc Thomas, pour une agriculture paysanne

Les socialistes bretons défendent une agriculture à visage humain qui réponde à la fois aux attentes des agriculteurs et des consommateurs et qui participe à la transition écologique en produisant plus de légumes et de fruits et une viande de qualité, avec des animaux nourris grâce aux protéines produites ici et non importées des États-Unis ou du Brésil.

Hop! : Nous ne laisserons pas faire!

«**Enfin les difficultés commencent**», aurait déclaré Léon Blum à l'annonce de la victoire du Front Populaire en 1936. C'est à peu près ce qu'aurait aussi pu dire Jean-Paul Vermot, à peine élu maire de Morlaix en apprenant les menaces qui pèsent sur le site de la compagnie Hop! situé sur sa commune.

Air France a annoncé un plan de restructuration particulièrement drastique puisqu'il prévoit de supprimer 7 500 postes d'ici 2022, dont 6 560 au sein de la maison mère et 1 025 (sur un total de 2 700) au sein de Hop! En outre, le site de Morlaix, sur lequel travaillent 276 salariés, en particulier pour la maintenance des appareils ou la formation des pilotes, serait purement et simplement abandonné.

«**Cette annonce est tout simplement inacceptable. L'État ne peut pas, d'un côté, dire toute l'importance des villes moyennes et lancer le programme "Action Cœur de ville", et, de l'autre, laisser saborder une partie de son économie et de ses emplois**», a déclaré le nouveau maire de Morlaix.

«**Nous ne laisserons pas faire!**»

On a su se mobiliser pour *Doux et*

pour la fonderie de Caudan, on le fera pour Hop! Morlaix. La continuité du site morlaisien est un sujet d'équilibre territorial. «**C'est l'affaire de la Bretagne et j'en appelle à une mobilisation de tous les élus bretons pour défendre le site. Il y a ici des hommes et des femmes, des compétences et des collectivités prêtes à accompagner. L'État ne peut pas tout laisser se concentrer dans les métropoles!**»

«**On est dans une situation où l'on marche sur la tête**», renchérit Jean-Luc Fichet. «**Comment peut-on prendre une décision aussi brutale et avec autant d'impacts en termes d'emploi alors que l'État injecte sept milliards d'euros pour**



Hop! doit rester à Morlaix!

sauver Air France?» Pour le sénateur du Finistère : «**Le gouvernement doit pouvoir peser sur cette décision, ce n'est pas possible. On est totalement catastrophés mais comme on a déjà su se mobiliser par le passé, on va se mobiliser très fortement sur le sujet.**»

Ce combat est d'autant plus gagnable que ce n'est pas la première fois que les dirigeants d'Air France tentent de rapatrier les activités de Morlaix vers Nantes ou Roissy. En 2014 et 2016, déjà, Marylise Lebranchu, alors ministre, avait dû intervenir auprès de ses collègues en charge des transports. Pour les dirigeants, d'Air France et de Hop!, Morlaix c'est loin. Point. C'est uniquement pour cette raison qu'ils tentent, régulièrement, de s'attaquer au site de Boissière, en refusant de voir les conséquences économiques et sociales catastrophiques.

Alors que l'État a apporté 7 milliards au secteur aéronautique pour surmonter la crise du Covid-19, il est inacceptable que le site de Morlaix soit purement et simplement sacrifié. La bataille sera peut-être longue, mais les élu.es de Morlaix, de Morlaix communauté, du Département et de la Région feront tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver le site de Hop!

Décentralisation oui, tripatouillage non!

Le Conseil national qui s'est tenu le 30 juin a adopté cette mise au point concernant un éventuel report des élections régionales et départementales.

«**L**e président de la République envisage de reporter les élections régionales et départementales au prétexte d'engager les régions dans un nouvel acte de décentralisation qu'il considère nécessaire à la reprise de notre économie. Engager un plan de relance massif en donnant aux collectivités les moyens et les compétences permettant le rebond de l'économie est nécessaire pour préserver l'emploi, protéger les Françaises et les Français les plus fragiles, soutenir les entreprises et amplifier la transition écologique

et sociale. Bien entendu, le Parti Socialiste, fondamentalement attaché à la décentralisation, souhaite que le pays puisse engager une nouvelle étape de rapprochement du pouvoir vers les citoyens et de renforcement de la



Pour une vraie décentralisation

capacité à agir des Régions comme des Départements. Le Parti Socialiste fera des propositions en ce sens. Pour autant, tout cela ne nécessite en aucun cas le report des élections. Si ce report était envisagé pour mettre en œuvre un changement du mode d'élection des conseils régionaux et départementaux, par exemple pour ressusciter le conseiller territorial, le Parti Socialiste le refuserait d'autant plus. Personne n'est dupe. Cette proposition de report n'est qu'un tripatouillage électoral et un recul démocratique qui conduirait à priver les citoyens de l'exercice de leur droit de vote et a pour seul but d'éviter au président de la République une nouvelle défaite cuisante, quelques mois après les élections municipales et un an avant l'élection présidentielle.»

Agenda

18 juillet

10h00 : Atelier Europe
au local du PS à Brest.

25 juillet

10h00 : Atelier Europe
au local du PS
à Quimper.

Le nombre de places
étant limité pour ces deux
réunions, animées par
Josselin Chesnel, merci de
vous inscrire au
02 98 53 20 22 ou à
gestion.ps29@wanadoo.fr

Retrouvez-nous sur



Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1319 - Vendredi 10 juillet 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

Reconstruire l'espoir à Crozon

Gaëlle Vigouroux



Dans une zone sinistrée pour la gauche comme Crozon, la victoire de la liste menée par Gaëlle Vigouroux aurait été une gageure. Mais le résultat obtenu, (près de 25% dans une quadrangulaire), les liens qui se sont noués et la présence d'élu.es de gauche au Conseil municipal et communautaire constituent de bonnes bases pour le mandat qui débute, nous explique Gaëlle Vigouroux qui menait la liste Crozon, dynamique, écologique et solidaire.

Cap Finistère : Quel bilan tires-tu de cette campagne municipale ?

Gaëlle Vigouroux : Avec mon équipe, nous avons mené, depuis près de deux ans, une belle campagne qui a commencé par l'élaboration d'un diagnostic partagé des enjeux de notre territoire, avec les habitants.

Nous sommes confrontés à des défis majeurs comme la lutte contre la dévitalisation, les difficultés d'accès au logement, à l'emploi, à la culture, à la santé. Ça se traduit concrètement par la perte d'une centaine d'habitants par an, rien qu'à Crozon, et la fermeture de trois classes en Presqu'île. Nous avons fait le pari de l'intelligence collective pour trouver des solutions innovantes socialement et au sur-tourisme qui dégrade notre environnement. Il est urgent de reconnecter la Presqu'île pour mettre fin à son isolement !

C'était la première fois que je me présentais et il faut bien avouer que je souffrais d'un déficit de notoriété auprès des personnes âgées, par rapport à mes concurrents qui baignent dans la vie politique depuis de nombreuses années.

J'ai pu mesurer la force de l'inertie et de la peur puisque mes adversaires ont beaucoup joué sur ce registre. Alors que la liste était composée de toutes les sensibilités de la gauche et de l'écologie, avec peu de militants encartés et des citoyens engagés sur le terrain, nous avons été dépeints par les uns comme une liste d'extrême gauche, par les autres comme de dangereux écolos. Avec l'impossibilité d'aller directement à la rencontre des électrices et électeurs nous n'avons pas pu dénoncer tous les mensonges qui ont été proférés.

Nous avons assisté à une lutte des egos qui explique cette quadrangulaire. Nous, nous avons une ambition très forte, mais pour notre territoire et ses habitants, pas pour nous-mêmes.

Cap Finistère : As-tu, à l'occasion de cette campagne particulière, découvert des facettes de ta commune que tu ignorais ?

Gaëlle Vigouroux : Nous avons surtout pu vérifier la justesse du diagnostic que nous avons établi. Mais, en effet, j'ai rencontré des gens invisibles qui ne bénéficient d'aucune politique publique locale : les jeunes, les femmes, les personnes démunies. Les riches retraités forment une grande partie de la population de la commune. Tant pis si les jeunes continuent de quitter le territoire, s'il est difficile d'accéder à un emploi durable, au logement ou à la santé, si le sur-tourisme continue à dégrader l'environnement... ce n'est pas leur problème car finalement, ceux-ci vivent très bien comme cela.

Cap Finistère : On sent que tu es tout de même très enthousiaste.

Gaëlle Vigouroux : Comme toujours ! Si le conservatisme l'a emporté à Crozon, d'autres communes de la Presqu'île, comme Lanvéoc ou Telgruc, ont fait le choix d'apporter leurs suffrages à des équipes qui s'inscrivaient dans la démarche écologique et solidaire que défend l'association « Bien vivre en PÎCAM » (Bien vivre en Presqu'île de Crozon et Aulne Maritime).

La Presqu'île de Crozon, est une zone sinistrée pour la gauche. Richard Ferrand, en basculant à droite (plus personne n'a de doute sur le positionnement politique d'En Marche !) a laissé un véritable champ de ruines. Plougastel, Châteaulin, Crozon, le constat est le même dans toute la 6^e circonscription. Il est plus long et plus difficile de rebâtir que de détruire, mais notre seconde place aux élections municipales constitue une bonne base pour les futures victoires.

Cap Finistère : Justement, comment envisages-tu ce mandat ?

Gaëlle Vigouroux : Nous sommes quatre élu.es au Conseil municipal et je suis également conseillère communautaire, vice-présidente du PNRA grâce à mon mandat régional. Donc nous pouvons agir. Nous allons être vigilants. Il ne faut pas s'y tromper, c'est la droite dure qui a gagné ici avec les voix du Rassemblement national. La situation de la Presqu'île exige au contraire plus d'horizontalité, plus de justice sociale, plus d'écologie. Nous allons, avec l'association « Bien vivre en PÎCAM », qui réunit élus et citoyens, poursuivre notre travail à Crozon, mais aussi à l'échelle intercommunale car c'est bien à cette échelle que se prennent les décisions structurantes pour le territoire.

En savoir plus : <http://bvpicam.org/>